

<div data-bbox="253 235 357 338">    <small>UNION EUROPÉENNE</small>  <small>Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche</small> </div> <div data-bbox="384 235 469 327">  </div> <div data-bbox="478 230 585 324"> Région Provence Alpes Côte d'Azur </div> <div data-bbox="612 224 699 327">    <small>PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR</small> </div> <p><b>Direction Générale Aménagement du Territoire et Développement durable Direction du Développement des Territoires et de l'Environnement Service mer et littoral Rédacteur : Laurent ESCAFFRE</b></p>	<p><b>Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (F.E.A.M.P.)</b></p> <p><b>Eléments techniques</b></p> <p><b>Décembre 2016</b></p>
--	---

## Contexte :

Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (F.E.A.M.P.) succède sur 2014-2020 au Fonds Européen pour la Pêche (F.E.P.). Le F.E.A.M.P. est l'instrument financier de la politique commune de la pêche. Les axes majeurs du F.E.A.M.P. sont l'appui à la politique commune de la pêche, les mesures pertinentes relatives au droit de la mer, le développement durable des zones côtières et la gestion maritime intégrée. Le nouveau fonds a un périmètre plus large que le Fonds Européen pour la Pêche (F.E.P.) et intègre des volets qui étaient auparavant financés par des fonds dédiés comme la Politique Maritime Intégrée (P.M.I.).

En France, le F.E.A.M.P. est mis en œuvre dans le cadre d'un programme opérationnel unique, mis en exécution par la décision de la Commission C(2015)8863 du 3 décembre 2015 portant approbation du programme opérationnel « Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche – Programme opérationnel pour la France ».

Au sein du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, la Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture (D.P.M.A.) est autorité de gestion de ce programme.

Les Régions ont demandé à être organisme intermédiaire afin de gérer certaines mesures dites « mesures régionalisées ». Dans ce cas, elles disposent d'une subvention globale et effectuent leurs missions sous le contrôle de l'autorité de gestion. Cette délégation de gestion est encadrée par une convention entre l'Autorité de gestion et l'Organisme Intermédiaire. (Délibération n°16-329 du 24 juin 2016).

Les mesures dites « mesures nationales » sont gérées par les directions interrégionales de la mer / directions de la mer (D.I.R.M. / D.M.) ou France Agri Mer (F.A.M.) pour le compte de l'Autorité de gestion.

En outre, l'Agence de Services et de Paiement (A.S.P.) est autorité de certification des dépenses auprès de la Commission européenne, et également le seul organisme payeur du F.E.A.M.P (et le cas échéant des contres parties nationales).

Parallèlement à la mise en œuvre du F.E.A.M.P., et conformément aux compétences de la Région en matière économique, un régime cadre exempté de notification a été adopté en octobre 2015 (enregistré par la Commission européenne : N°SA.43721) et a permis, au vu des délais de mise en place du F.E.A.M.P., d'éviter trois années « blanches » pour un secteur économique sensible (nombre d'opérations votées : 72 pour un montant de 1 090 779 €, de crédits régionaux).

## **Etat d'avancement depuis le Comité régional de programmation du 21 mars 2016 :**

### **Au niveau national :**

Le premier Comité National de Suivi du F.E.A.M.P. qui s'est réuni le 23 février dernier a permis de valider une partie des critères d'éligibilité et de sélection des différentes mesures régionalisées et nationales du F.E.A.M.P.

De ce fait, plusieurs consultations écrites des membres de ce comité s'en sont suivies durant l'année 2016 pour valider les critères de sélection et les grilles de notation, notamment des mesures régionalisées 31. 48. 51.1 b et 69.

D'autre part, de nombreux échanges menés en parallèle entre les Régions et l'Autorité de gestion ont permis de finaliser au mois d'octobre les annexes techniques qui sont associées au formulaire de demande d'aide pour ces différentes mesures, ce qui constituait un préalable indispensable pour permettre aux porteurs de projet de déposer des demandes d'aides complètes auprès des services instructeurs des Régions.

Globalement, 19 mesures nationales (sur 23) sont officiellement ouvertes, huit mesures régionalisées (sur 15) sont également ouvertes.

D'une manière générale, on observe que l'élaboration, la validation des différents documents nécessaires à la mise en œuvre du F.E.A.M.P. (cadres méthodologiques nationaux, D.D.M.O., conventions cadres, instrumentalisation du logiciel OSIRIS...) ont pris plus de temps que prévu et annoncé par la D.P.M.A. (finalisation pour fin décembre). Ces retards sont dus en partie aux nombreux échanges entre les différents services de la DPMA et les Régions, mais également à la complexité des procédures administratives imposées par le niveau national.

Pour exemple le déploiement du logiciel OSIRIS : Ce logiciel permet d'assurer le suivi de l'instruction des dossiers et surtout leur paiement. La DPMA et l'Agence de Services et de paiement (ASP) sont chargés de paramétrer le logiciel pour chacune des mesures. Malgré ce qui avait été annoncé aux Régions, à la mi-décembre seulement trois mesures régionalisées ont été priorisées (31,41,48) et le logiciel est en phase test de l'instrumentation sur la mesure 31.

Les Régions ont proposées de simplifier cet outil afin de pouvoir ouvrir toutes les mesures régionalisées d'ici le début de l'année 2017. C'est la position qui a été tenue par les Régions lors du Comité Etat-Région du 24 octobre. A cette occasion, les Régions ont rappelé à la D.P.M.A. l'obligation de résultats sur le calendrier de déploiement des mesures régionales et ont proposé un recours systématique au paiement dissocié dans un premier temps, si le calendrier de mise en œuvre d'OSIRIS n'est pas revu.

### **Au niveau régional :**

Par délibération n°16-329 en date du 24 juin 2016, **la Région a adopté la convention autorité de gestion / organisme intermédiaire de l'autorité de gestion**. A ce titre, la Région est amenée à gérer une enveloppe globale de 6 704 361€ de crédits F.E.A.M.P. Les contreparties nationales s'élèvent à 3 851 454 €. La maquette financière a été adoptée par délibération n°16-83 du 8 avril 2016.

Pour rappel, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est responsable de la mise en œuvre de **six mesures régionalisées** qui ont été ouvertes au niveau régional et correspondent aux priorités 1, 2, 4 et 5 du règlement F.E.A.M.P., à savoir :

Priorité 1 : La promotion d'une pêche durable sur le plan environnemental, efficace dans l'utilisation des ressources, innovante, compétitive et fondée sur les connaissances :

- Mesure 31 : Aide à la création d'entreprises pour les jeunes pêcheurs (540 000,00 €) ;
- Mesure 43.1 : Ports de Pêche, sites de débarquements, halles de criées et abris (799 200,00 €).

Priorité 2 : L'encouragement à une aquaculture durable sur le plan environnemental, efficace dans l'utilisation des ressources, innovante, compétitive et fondée sur les connaissances :

- Mesure 48 1 a : Investissement productifs en aquaculture (761 247,00 €);
- Mesure 51.1.b : Augmentation du potentiel des sites aquacoles (installation et infrastructures) (780 000,00 €).

Priorité 4 : Une amélioration de l'emploi et de la cohésion territoriale en poursuivant les objectifs spécifiques suivants: la promotion de la croissance économique, de l'inclusion sociale et de la création d'emplois, et la fourniture d'un soutien à l'aptitude à l'emploi et à la mobilité des travailleurs des communautés côtières et de l'intérieur des terres qui sont tributaires de la pêche et de l'aquaculture, y compris la diversification des activités à l'intérieur du secteur de la pêche et au profit d'autres secteurs de l'économie maritime :

- Mesures 62- 63- 64 : Développement local mené par les acteurs locaux (2 425 000,00 €).

Priorité 5 : Un encouragement à commercialiser et à transformer :

- Mesure 69 : Transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture (502 500,00 €).

Une mesure (78r) est consacrée à l'Assistance Technique régionale (896 414,00€).

En termes de mise en œuvre, le P.O. F.E.A.M.P. prévoit également que l'Agence de Services et de Paiement (A.S.P.) assurera les missions d'autorité de certification et d'organisme de paiement. A ce titre, un projet de convention a été élaboré au niveau national entre la D.P.M.A., l'A.S.P. et l'ensemble des Régions, dans le cadre du groupe de travail Pêche de l'Association Régions de France. Cette convention a pour objet de définir les engagements réciproques et les relations entre l'A.S.P. et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en qualité d'organisme intermédiaire.

Cette convention validée définitivement au mois d'octobre, a été présentée et adoptée par la Région lors de l'assemblée plénière du 03 novembre 2016.

Une deuxième convention entre l'A.S.P et la Région viendra préciser les modalités de paiement qui seront mises en place pour les aides régionales et leur cofinancement F.E.A.M.P. pour la programmation 2014-2020.

Face aux retards et difficultés rencontrés dans la mise en œuvre du processus, essentiellement liées au déploiement du logiciel OSIRIS (sans lequel aucun engagement F.E.A.M.P. n'est possible), la Région optera pour un conventionnement en paiement dissocié en phase transitoire, en attendant de disposer d'un logiciel de suivi et de gestion opérationnel. Cette solution permettra d'engager rapidement les contreparties régionales sur les premières opérations programmées.

Un modèle de convention de paiement dissocié adapté à cette logique transitoire a été validé techniquement entre Régions et ASP fin novembre. Un passage au vote est prévu à l'occasion de la première session de l'année 2017.

Concernant les modalités de mises en œuvre des différentes mesures liées aux différents fonds européens dont elle à la gestion, la Région a fait le choix de procéder par le lancement d'un appel à propositions annuel, se reportant à un calendrier de programmation préalablement défini.

A ce titre et compte tenu de l'avancée des travaux sur l'ouverture des mesures régionalisées, la Région procédera lors de son Assemblée plénière du 16 décembre 2016 au lancement des appels à propositions, concernant quatre mesures, en vue de procéder à la sélection des opérations correspondantes pour l'année 2017 (le calendrier de sélection prévoit trois dates de dépôt des dossiers sur l'année).

Il s'agit en l'occurrence des mesures 31 (l'aide à la création d'entreprises pour les jeunes pêcheurs), 48.1.a (investissements productifs dans l'aquaculture), 51.1.b (l'aide à l'amélioration et au développement des sites aquacoles (installations, infrastructures) et 69 (transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture).

### **Cas spécifique du Développement Local mené par les acteurs Locaux (D.L.A.L.) :**

Parmi les mesures régionalisées, il est prévu de soutenir le développement durable des zones tributaires de la pêche et de l'aquaculture dans le cadre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux (D.L.A.L.), conformément à l'article 32 du règlement (U.E.) n° 1303/2013.

Le D.L.A.L. est mis en œuvre par les G.A.L.P.A (Groupe d'Action Local pour la Pêche et l'Aquaculture) ; ceux-ci sont sélectionnés par les Régions (Organisme Intermédiaire).

Le P.O. F.E.A.M.P. précise en effet, que la mise en œuvre du D.L.A.L. relèvera des Régions et donne la possibilité de procéder à la sélection des Groupes d'Action Locale de la Pêche et de l'Aquaculture par voie d'un appel à candidatures unique et spécifique au D.L.A.L. ; cette sélection devant être terminée au plus tard deux ans après l'Accord de Partenariat, soit le 7 août 2016.

Etant donné le calendrier contraint à cette procédure, une note de « pré-information » a été publiée le 22 février 2016, sur le site internet Europe qui reprenait les objectifs et orientations du D.L.A.L. définis dans le P.O. F.E.A.M.P.

Au niveau régional, l'appel à candidatures pour sélectionner les groupes a été lancé suite à la délibération n°16-83 du 8 avril 2016 du Conseil régional. Les candidats avaient jusqu'au 17 mai 2016 pour envoyer leur dossier de candidature concernant la mise en œuvre de leur stratégie de développement local via la constitution d'un G.A.L.P.A. (Groupe d'Action Local pour la Pêche et l'Aquaculture).

Deux dossiers de candidatures ont été reçus. Ces deux groupes ont déposé parallèlement une demande d'aide dans le cadre de l'élaboration de leur dossier de candidature. A ce titre, ils pourront bénéficier de l'aide préparatoire. Son montant maximum est fixé à 25 000,00 € par G.A.L.P.A (12 500 € crédits F.E.A.M.P. et 12 500 € crédits régionaux).

Après examen des dossiers de candidatures lors du Comité de sélection réuni le 20 juin 2016, deux groupes ont été retenus, il s'agit du :

- « G.A.L.P.A. des îles aux Calanques » porté par le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont le siège est situé à Marseille (budget de deux millions d'euros d'aides publiques) ;
- « G.A.L.P.A. Estérel Côte d'Azur » porté par l'Association pour la Pêche et les Activités Maritimes (A.P.A.M.), dont le siège est situé à Saint-Raphaël (budget de deux millions cinq cents mille euros d'aides publiques).

Cette sélection a officiellement été adoptée par la Région par délibération n°16-329 en date du 24 juin 2016.

Une convention établie entre la Région (organisme intermédiaire) et les G.A.L.P.A. formalisera ultérieurement leurs obligations au titre du D.L.A.L.. A noter que ce processus de conventionnement ne pouvait intervenir qu'après la signature de la convention entre l'Etat, autorité de gestion, et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur la désignant comme organisme intermédiaire du P.O. F.E.A.M.P. 2014-2020, soit le 07 septembre 2016.

D'autre part, le modèle de convention Région / G.A.L.P.A. a été validé officiellement par la D.P.M.A. au mois de décembre et devrait être présenté en Assemblée plénière du Conseil régional début 2017.

#### **Prochaines échéances 2017 :**

- Assemblée plénière du mois de mars 2017 :

\* Adoption de la convention financière (paiement dissocié) entre la Région et l'A.S.P.,

\* Adoption des deux conventions entre la Région et les groupes d'action locale pêche et aquaculture (G.A.L.P.A.)

- Comité Régional de Programmation inter-fonds du 05 mai 2017.

Présentation pour sélection des dossiers déposés dans le cadre des appels à propositions pour les mesures 31, 48, 51 et 69.